

Un pionnier : le prince Max de Saxe

par Bernard DUPUY

Le prince Maximilien de Saxe, qui était le frère du roi Frédéric Auguste III de Saxe, devenu prêtre et professeur de droit canonique et de liturgie, s'est rendu célèbre par la malheureuse algarade qu'il subit pour ses vues sur l'union des Églises en 1910, sous le pontificat du pape Pie X. Grand voyageur, bon conférencier, il fut successivement professeur à l'Université de Fribourg en Suisse (1900-1912), puis au Séminaire de Lvov (1910-1914), où il avait été invité par le métropolite André Szeptyckij, et enfin de nouveau à Fribourg (1921-1951), pendant toute la dernière partie de sa carrière.

Le prince Max était né pendant l'absence de son père, général puis maréchal allemand, lors de la guerre franco-allemande de 1870¹. La maison de Saxe était catholique au sein d'un peuple protestant, ce qui avait conduit la famille princière à se montrer prudente et tolérante ; d'un autre côté, ses rapports avec la maison impériale de Russie étaient étroits : plusieurs Tsars avaient séjourné à Dresde, la capitale, et il y eut des églises russes-orthodoxes à Dresde et à Leipzig dès 1874 et 1913. Sa mère, une princesse portugaise, mourut alors qu'il était jeune en 1884. Mais sa vocation sacerdotale, déclarée peu de temps après le Kulturkampf, ne pouvait manquer de poser des problèmes à la cour. On estimait qu'un prince ne pouvait prendre une telle décision de lui-même. On lui accorda un délai de réflexion sous la forme de trois années de théologie au Séminaire d'Eichstätt, dans le royaume voisin de Bavière. Enfin en 1896, il fut ordonné prêtre. Après quoi il alla remplir des fonctions pastorales à Londres et obtint son doctorat en théologie à Würzburg. Pour échapper aux promotions ecclésiastiques, il accepta la nomination de professeur de liturgie de la jeune Université de Fribourg, fondée en 1889.

1. ISO BAUMER, *Prinz Max von Sachsen. Einheit der Kirchen. Lebensreform. Frieden*. Hambourg et Fribourg en Suisse 1985.

ISO BAUMER, *Max von Sachsen. Volume I: Priester und Professor. Seine Tätigkeit in Freiburg in Schweiz, Lemberg und Köln. Volume II. Prinz und Prophet. Jugend und Ausbildung Einsatz für Frieden, Gerechtigkeit und Schöpfung*, avec la collaboration de Hans Cichon, Fribourg en Suisse, Éditions Universitaires 1990, 360 pages et 1992, 390 pages.

C'est à cette époque que le prince Max fit la découverte des Églises d'Orient. En 1902, une première conférence (« La vénération de Marie dans la liturgie grecque ») témoigne de ses vastes connaissances dans ce domaine. Au cours de ses voyages, il fera à Athènes la rencontre de la marquise de Riencourt, avec laquelle il partagea un vif intérêt pour l'union des Églises. Un des ouvrages de cette dernière avait d'ailleurs beaucoup impressionné, outre le prince Max de Saxe, un jeune moine orthodoxe qui devait devenir plus tard le grand patriarche œcuménique Athénagoras. Mais, la correspondance entre le prince Max de Saxe et la marquise de Riencourt étant perdue, on ne peut préciser la date de leur rencontre effective. En 1904 il publie un autre article « La question de l'Église orientale », issu d'une conférence faite à Fribourg, dans lequel se dessinent ses idées. Elles sont très concrètes : il faut combattre les préjugés, il faut étudier les points de divergence dans leurs origines historiques, il faut établir des contacts mutuels pour connaître la théologie, la liturgie, les revues, il faut susciter la formation en commun de prêtres des deux Églises.

A la même époque, le prince Max commence une série de voyages en Orient minutieusement préparés. En 1903, il visite le Liban, la Palestine et l'Égypte, en 1905 il passe par la Galicie, la Bukovine, visite Czestochowa et, de là se rend en Russie, à Saint-Pétersbourg.

L'année suivante, il se rend chez les Serbes dans la Hongrie méridionale, passe en Bosnie-Herzégovine et au Montenegro, puis voyage en Grèce, en Asie mineure et à Constantinople. En 1907, il visite la Géorgie et l'Arménie, va à Constantinople où il rend visite au patriarche œcuménique Joachim III et au patriarche arménien-apostolique qui était un ancien prêtre arménien catholique, puis au Mont Athos. En 1909 il se rendit en Grèce, et c'est alors qu'il put rencontrer la marquise de Riencourt.

Pendant ces années, il apprend les langues orientales ; il connaissait déjà bien le latin, le grec et l'hébreu ; il apprend maintenant le russe et le slavon, l'arménien classique ; il arrive même à parler le syriaque ; il regrettera toujours de ne pas avoir pu apprendre l'arabe et le géorgien ; et il traduit en latin les textes des liturgies orientales.

En 1906, il professe ses idées sur l'union dans un cours universitaire public, destiné à des auditeurs non spécialisés, avec une remarquable perspicacité et liberté d'esprit. « Il faut distinguer entre les fondements divins du primat romain et ses réalisations juridiques ; tout ce que le pape exerce aujourd'hui n'appartient pas nécessairement à l'essence de l'Église ou du primat... Si on veut soumettre les Orientaux à un cardinal romain qui les dirige d'après les règles curiales, si on veut soumettre un patriarche à une Congrégation romaine, on ne pourra jamais gagner les Orientaux pour toute l'éternité ».

Il suggère la remise au premier plan des saints de l'antiquité parce que l'insistance exagérée sur tel ou tel saint récent fait oublier les saints communs de l'Église indivise. Le prince Max se demande comment le cérémonial de la Cour byzantine est passé dans la Curie romaine, malgré les tensions entre Constantinople et Rome. Il rappelle que

l'écrasante majorité du peuple orthodoxe ne s'est jamais séparé de l'Église universelle, souvent ne sachant rien de cette séparation et continuant à recevoir les sacrements comme auparavant : « Que sait au juste, un paysan russe du patriarche Photius demandait-il, ou du pape ? ».

Il s'indigne du traitement qui a été fait aux Orientaux unis à Rome : leurs affaires passent par les mains de délégués du pape, qui pour les Latins servent d'évêques locaux et pour les Orientaux de nonces. Il mentionne avec une faveur particulière les Italo-grecs, dont l'union à Rome est consacrée par un lien multiséculaire.

Dans le premier volume que lui consacre Iso Baumer, Max de Saxe apparaît comme un homme d'une ouverture d'esprit exceptionnelle. Il était un remarquable expert des liturgies orientales. Au cours des nombreux voyages qu'il entreprit en vue de découvrir les traditions propres des Églises d'Orient, en particulier celles de Russie, de Géorgie et d'Arménie, il reçut partout un accueil chaleureux de la part des hiérarchies locales. Orthodoxes et monophysites lui ouvrirent leurs portes. C'est ainsi que le patriarche arménien lui offrit de célébrer l'eucharistie latine dans sa cathédrale d'Etchmiadzin.

Le second volume présente Max de Saxe « prince et prophète » en attendant le troisième volume qui sera consacré à sa thèse si chère, et aujourd'hui reconnue, de l'union qui ne peut venir que de la « primauté de l'amour ». Cet ouvrage contient d'abord le « curriculum vitae » que Max de Saxe avait rédigé lui-même en 1942 à la demande de l'Université de Fribourg. Il est consacré ensuite aux activités pastorales qui remplirent sa vie, et l'on n'est pas peu surpris par la diversité des tâches auxquelles il s'adonna. Végétarien, il ne cessa de défendre le sort des animaux. Passionné de justice, il se dépensait en une correspondance dévorante. La biographie de Iso Baumer nous informe de tout cela et nous révèle son sens aigu de la justice.

Lors de l'incident qui a marqué sa vie et de sa suspension de l'enseignement en 1910, le prince Max avait quarante ans, et il devait vivre encore quarante ans. Mobilisé en 1914, il passa presque deux ans sur le front belge, puis connut la guerre des positions, en France et dans les hôpitaux militaires. Les injustices de la guerre, surtout celles commises par l'armée allemande, l'effraient et il s'en ouvre dans une lettre privée adressée à un prêtre allemand résidant en Suisse, Mgr de Mathis. Cette lettre, publiée à la suite d'une indiscretion dans un hebdomadaire suisse, fut aussitôt reprise par les plus grands journaux en France, en Italie, en Angleterre. En Allemagne la censure intervint. Le prince fut traîné en cour de justice et condamné par son propre frère, le roi de Saxe, à une détention surveillée ! Cette peine ne sera annulée que le jour précédant la chute du royaume de Saxe, à la fin de la guerre. Tandis que la famille royale devait s'exiler en Silésie, le prince Max put reprendre des fonctions sacerdotales en Bavière puis fut appelé à l'Université de Fribourg, cette fois non pas à la Faculté de Théologie, mais à la Faculté des Lettres pour n'être plus soumis à la suspicion romaine. Il y passera trente ans, en qualité de professeur ordinaire, enseignant la littérature et la civilisation de l'Orient chrétien.

Il y donna des cours sur l'histoire de l'Orient, sur Dostoïevski et sur Tolstoï.

Devenu pacifiste convaincu, il fut objet de critiques de la part de sa famille et des évêques. Appauvri, il vécut seul et fièrement ; il refusa un soutien de Rome quand Benoît XV à titre personnel lui fit envoyer une subvention pour ses travaux et son existence.

Mais l'événement, ou plutôt l'incident, majeur, qui a brisé la carrière du prince Max fut l'article paru en 1910 dans le premier numéro de la revue *Roma e l'Oriente* 1 (1910-1911), pp. 13-29, sous le titre « Pensées sur la question de l'union de l'Église ». L'examen de ce document fera sans doute l'objet du troisième volume d'Iso Baumer. Devenu introuvable, il vient d'être réimprimé, avec la correspondance afférente, dans l'ouvrage de Giuseppe M. Croce, auquel il convient dès à présent de se reporter si l'on veut suivre le fil des événements qui entourèrent et suivirent la parution de ce texte mémorable².

En ouvrant dans cet ouvrage monumental le dossier de la fondation de la revue *Roma e l'Oriente* en 1910, et en relatant la crise qui s'ensuivit, Giuseppe Croce aborde le domaine trop peu connu des efforts en vue de l'union entre l'Orient et l'Occident qui furent entrepris un peu avant la Première Guerre mondiale. A l'aide des fonds d'archives, jusqu'ici à peu près inexplorés, de l'abbaye grecque de Grottaferrata et de la revue *Roma e l'Oriente*, il a composé une monographie hautement informée, rédigée de première main et de bout en bout passionnante. Il a pu consulter en outre l'Archivio Segreto Vaticano, où il remplit actuellement la charge d'*assistente*. Les sources qu'il a pu utiliser confèrent à cette publication une valeur exceptionnelle.

Après le rappel des origines de la *Badia greca* et de sa mise en commande à la fin du xv^e siècle, l'auteur passe assez vite sur l'histoire de l'abbaye au cours des trois siècles suivants pour arriver à l'objet principal de ses recherches qui concernent l'époque récente. A la fin du xix^e siècle, les derniers monastères basiliens de Sicile sont en voie de disparition, mais celui de Grottaferrata reste vivant et se met au service de l'action unioniste de Pie IX puis de Léon XIII. Un des aspects importants et bien connus de celle-ci fut la volonté de restaurer les rites orientaux dans leur pureté et, après les latinisations des siècles précédents, de les rétablir dans leurs formes primitives. L'abbaye entra avec ferveur dans ces projets de réforme rituelle. Cependant, cette décision ne se réalisa pas sans peine et Giuseppe Croce expose les difficultés rencontrées, les succès, les échecs de ses promoteurs. Les moines basiliens n'étaient en effet guère préparés à entrer dans l'idée de restauration de la tradition orientale primitive.

L'abbé Arsène Pellegrini, qui fut le maître d'œuvre de cette entreprise, voulait aussi que cette restauration fût une occasion de

2. Giuseppe M. CROCE, *La Badia greca di Grottaferrata e la rivista « Roma e l'Oriente »*. *Cattolicesimo e Ortodossia fra unionismo ed ecumenismo (1799-1923)*. Deux volumes. Préface de dom Emmanuel Lanne, Cité du Vatican, Libreria Editrice Vaticana, 1990, 366 + 890 pages, 25 photographies hors-texte.

rapprochement avec l'Église orthodoxe. Il multiplia dans ce but les voyages au Proche-Orient. Il participa activement au Congrès eucharistique de Jérusalem. Un peu déçu par ses rencontres avec les monastères, il rédigea alors à l'intention du cardinal Rampolla, un rapport assez sombre sur les possibilités de collaboration avec l'Église grecque. Mais il participa à une fondation nouvelle et pleine d'avenir, celle de la Conférence romaine des patriarches orientaux, d'où est née l'actuelle Congrégation pour les Églises orientales. L'abbé Arsène songea aussi à un projet de fondation monastique à Smyrne, mais ce dernier n'aboutit pas.

Au centre de toute cette histoire, clairement exposée par Giuseppe Croce, se trouve l'épisode du lancement de la revue *Roma e l'Oriente*. C'est dans le premier numéro de cette revue, qui visait à faire connaître les liturgies orientales, que parut le célèbre article du prince Max de Saxe (réimprimé ici, vol. II, pp. 551-570). Cet exposé pénétrant, mais qualifié aussitôt d'« extravagant » parce qu'il contenait une critique dévastatrice des entreprises faites par Rome depuis le Moyen Age pour parvenir à l'union avec les Grecs, fit figure d'article-programme de la nouvelle revue. Il souleva une véritable tempête et les retombées de cette publication atteignirent par contre-coup tous ceux qui entendaient promouvoir un travail de rapprochement avec les orthodoxes.

Giuseppe Croce rapporte en détail les circonstances qui conduisirent à la parution de l'article du prince Max de Saxe dans le premier numéro de *Roma e l'Oriente*. Un an plus tôt, un projet de revue internationale, qui devait s'appeler la *Revue des Églises byzantines*, avait, avec l'appui de Mgr Szeptyckij, été conçu. Ses promoteurs, le Père Pellegrini et un Russe converti, Vladimir Zabughin, avaient songé à demander l'article-programme de cette revue à Max de Saxe. Cette proposition, ayant rencontré des objections de la part du Père Cyrille Korolevsky qui appréciait peu le prince, avait été écartée. A la suite de cet incident et de plusieurs autres difficultés, le projet esquissé était tombé à l'eau. C'est alors que le Père Arsène Pellegrini eut une autre idée et envisagea de lancer, à un très haut niveau et avec de nombreux appuis, une revue propre à Grottaferrata, la revue *Roma e l'Oriente*. Celle-ci devait cette fois avoir un statut tout à fait officiel. L'abbé Max de Saxe en reçut l'annonce par la voie postale, comme tout le monde, sans avoir été sollicité d'apporter sa propre contribution. Mais il avait mûri depuis une année un projet de texte, qu'il envoya à Pellegrini. Celui-ci sans consulter personne, sinon Zabughin qui l'appuya chaleureusement, lut l'article un peu rapidement et le publia de lui-même dans le premier numéro de la revue sans se douter de ce qui allait suivre.

Arrivé à cet endroit, on s'interroge sur le rôle joué par le Père Korolevsky (1878-1959) dans l'affaire. Dès qu'il eut lu l'article, il alla trouver le Recteur du Collège grec. Celui-ci communiqua le premier numéro de *Roma e l'Oriente* au cardinal-secrétaire d'État Merry del Val et à Mgr Nicola Marini, directeur de la revue « Bessarione ». Marini avait des contacts étroits et directs avec Pie X, qui réagit aussitôt. Le prince Max apprit par la presse que le Père Abbé Pellegrini avait été

convoqué par le pape et avait dû se livrer à un désaveu humiliant. Pie X fit préparer une lettre très dure que l'ancien secrétaire d'État, le cardinal Rampolla, tenta d'atténuer et que le prince Max lui-même, accouru en hâte, demanda de mitiger. Pie X l'écouta, mais demeura intraitable et rendit publique la rétractation du prince.

Dans la lettre de censure, le prince était soupçonné de contresens historiques et dogmatiques divers, que l'on a bien du mal à trouver dans son article et qu'il était censé avoir regrettés. Or, dans les archives secrètes du Vatican où l'on trouve (presque) tous les documents concernant cette affaire, on n'a jamais découvert aucune rétractation du prince Max. Selon ses propres paroles, il n'avait révoqué que « ce qui serait contre la foi », mais n'avait pas eu à dénoncer les affirmations qu'on lui imputait maintenant. Par la suite, il continua de rechercher pour quelle erreur il avait été condamné. Il a toujours insisté sur l'impossibilité de renier des vérités historiques, et à son avis, son article était surtout historique, même dans les parties où il évoquait des questions dogmatiques. Mais à Rome, on était en pleine réaction contre le modernisme. L'article du prince Max ne pouvait tomber plus mal.

La Lettre apostolique du pape Pie X adressée au clergé d'Orient, rédigée dès le début du mois de décembre, fut publiée le 26 décembre 1910. Giuseppe Croce la suppose sans doute trop connue pour qu'il soit utile de la reproduire dans les annexes. Elle n'est cependant guère plus aisée à obtenir aujourd'hui que l'article du prince Max (on la trouve en latin dans les *Acta Apostolicae Sedis* de 1910, et je signale qu'il en existe une traduction en français dans les *Actes de S.S. Pie X*, Paris, éditions de « La Documentation catholique », tome V, pp. 194-201). Le pape demandait qu'elle soit traduite dans les langues des divers pays auxquels elle était adressée afin que tous les catholiques orientaux en aient connaissance. Cette lettre eut donc un effet retentissant, tandis que le texte de Max de Saxe restait introuvable. Mais les orthodoxes, qui avaient été comptés parmi les premiers destinataires de la revue *Roma e l'Oriente*, s'empressèrent de faire traduire ce dernier en grec, en russe, en roumain.

Grâce à l'habileté de l'Abbé Pellegrini, la revue *Roma e l'Oriente* survécut à la tempête, même après la démission qui lui fut demandée en 1918. En 1921 Mgr Marini, devenu cardinal et secrétaire de la Congrégation pour les Églises orientales, la fera supprimer. L'opposition parut alors triompher. Mais pas pour longtemps : le cardinal-secrétaire d'État Gasparri déposa immédiatement Marini de ses fonctions et ce dernier mourut un an après, et sa revue « Bessarione » avec lui.

Comme il arrive dans toutes les controverses, l'article du prince Max fut commenté dans la presse avant de l'être par les savants. Le 26 décembre, Julien de Narfon résumait dans le « Figaro » la façon dont tout le monde l'avait lu. On trouvait qu'il faisait « trop bon marché du dogme catholique » et qu'il sacrifiait à la cause de l'union le dogme de 1870 sur la primauté de juridiction du Siège apostolique : « En d'autres termes, ajoutait le journaliste, le prince Max de Saxe immole à l'union l'unité (...). L'Église romaine peut faire les plus larges concessions sur

la discipline, sur la liturgie, sur tout ce qui ne constitue pas son enseignement doctrinal proprement dit. Il lui est impossible d'en faire aucune sur cet enseignement. Car si elle en faisait, elle avouerait donc implicitement qu'elle n'est pas sûre d'elle-même et de sa doctrine, par conséquent que c'est à tort qu'elle se prétendait infaillible. Dès lors on ne voit guère de quel droit elle continuerait néanmoins d'exiger de nous une adhésion absolue. Son autorité serait ruinée du coup, il n'y aurait plus de catholicisme. Fantasmagorie que tout cela ! Il est impossible à l'Église romaine d'abandonner fût-ce un iota de son enseignement, sous peine de se suicider. Elle ne le fera pas. Il faut absolument que les unionistes en prennent leur parti » (*Le prince Max de Saxe et l'union des Églises*, dans le « Figaro » du 26 décembre 1910).

Pendant ce temps, la Curie romaine s'appliquait à rechercher les éléments dignes de censure contenus dans l'article du prince Max. Les voici. Au-delà de ses analyses, il risquait, disait-on, de suggérer ou même de contenir des propositions *théologiques* inacceptables pour la foi catholique. Ainsi, par exemple, celles-ci : a) la procession du Saint-Esprit *ex Filio* n'est pas démontrable par les évangiles ni par le témoignage des Pères anciens ; b) il paraît douteux que les premiers siècles chrétiens aient connu les dogmes du purgatoire et de l'Immaculée conception ; c) saint Pierre aurait traité saint Paul d'égal à égal ; d) c'est par analogie avec les systèmes politiques anciens que la monarchie aurait été, dans les siècles primitifs, la forme de gouvernement de l'Église, et la primauté de Rome ne serait pas établie par des arguments suffisants ; d) enfin, le prince Max ferait sienne cette doctrine, que les Grecs déclarent primitive, mais qui est en réalité assez tardive, selon laquelle les paroles de la consécration ne seraient valides que si l'on a, auparavant, récité l'oraison qu'on appelle épiclèse. D'autre part, les experts relevaient aussi dans l'article du prince Max des affirmations *historiques* contestables ; a) le pape Nicolas I^{er} aurait été un homme plein de superbe et le pape Léon IX un ambitieux ; b) les Croisades devraient être considérées comme des actes de brigandage ; c) les papes auraient cherché à obtenir le « retour » des Orientaux à l'unité plus par esprit de domination que par zèle apostolique ; d) les Grecs n'auraient souscrit, au Concile de Florence, à une formule d'accord sur la procession du Saint-Esprit qu'après la production de textes altérés ; e) les conciles généraux médiévaux célébrés après le schisme ne devraient pas être considérés comme œcuméniques ; f) enfin il serait possible de se réconcilier en reconnaissant comme seul légitime le patrimoine de doctrine commun aux deux Églises avant le schisme.

Tels sont, en substance, les divers éléments qui furent présentés au prince Max comme irrecevables et comme étant, implicitement ou explicitement, contenus dans son article. Le prince se défendit d'avoir voulu établir, avant et à la place des autorités ecclésiastiques respectives, le programme de l'union. Et il protesta de son désir de fidélité entière au Siège apostolique.

Tandis que le P. Arsène Pellegrini se trouvait, comme dit G. Croce, « pris entre les journalistes et les inquisiteurs », et que les protestations

contre l'article continuaient de gronder, quelques voix tentèrent de s'exprimer sur un mode plus serein. Lord Halifax écrivait au Père Portal dès le 12 janvier : « Il me semble que la plupart des choses réprouvées comme fausses pour lesquelles la brochure est condamnée ne méritent pas du tout d'être ainsi qualifiées. Je me demande ce que Mgr Duchesne doit penser de tout cela ». Celui-ci, pour le moment, gardait le silence. Mais G. Croce révèle ce qu'il pensait en réalité et qu'il n'hésitera pas à dire bientôt, à savoir que la relation avec les Églises orientales ne se résoudrait pas à coup de décisions ultramontaines. Le jésuite polonais, le Père Jan Urban, l'un des pionniers des rencontres de Velehrad, écrivit sur l'article de Max de Saxe un compte-rendu dans la revue *Les Études* (1911, pp. 153 et suiv.), après en avoir donné une analyse approfondie dans la revue polonaise *Przegląd powszechny* (1911, pp. 42-54 et 183-198). Il soulignait en particulier l'inconséquence de certains théologiens romains « qui voudraient proposer des dogmes à une Église qui ne les a jamais professés et qui n'en est pas convaincue, au seul motif que Rome les dit vrais ». Il faut en effet poser d'abord la question du motif qui a rendu leur promulgation nécessaire. Il soulignait en revanche que le titre de patriarche d'Occident que Max de Saxe proposait de reconnaître au Souverain pontife, n'avait pas de fondement dans la tradition canonique romaine. Quant à la question de la juridiction universelle, il voyait mal comment il serait possible de l'abandonner et de revenir en arrière, vu que les conditions imposées par les temps modernes n'étaient plus celles qui avaient prévalu dans l'antiquité. Le Père Urban invitait les théologiens à se pencher sur la question principale, mise implicitement en évidence par l'article du prince Max de Saxe, à savoir celle du développement dogmatique. Sur chacune des questions soulevées, il y a eu dans l'Église d'Occident un développement que l'orthodoxie n'a pas connu et auquel elle oppose une fin de non recevoir. Pour se défendre, remarquait-il, elle revendique une fidélité au passé qui s'apparente souvent à un fixisme théologique. « Voilà le véritable point : développement ou immutabilité, qu'il faudrait aborder un jour plutôt que d'opposer des dogmes terme à terme ».

Les propos du prince Max, qui procédaient d'une longue familiarité avec les arguments des Orientaux, étaient surtout des jugements sur des faits, peu susceptibles d'être réfutés. L'article continua donc de faire son chemin et de susciter des discussions. On peut encore en faire son profit de nos jours. Les questions qu'il a soulevées sont toujours là, dans toute leur étendue. Mais, à la suite de la controverse, le prince Max de Saxe se vit ôter sa chaire de l'Université de Fribourg en Suisse et son article fut retiré de la vente. Il réagit avec humilité et accepta de revenir sur ses affirmations les plus tranchantes.

La correspondance du général des Dominicains, publiée par Giuseppe M. Croce, éclaire le comportement de la Curie. Pie X avait promis au prince Max de lui laisser encore un certain temps sa chaire à la Faculté de Théologie de Fribourg confiée aux Dominicains. Le bruit se répandit que ceux-ci cherchaient à convaincre le prince de quitter « volontairement » Fribourg. Le pape lui aurait même adressé une

lettre autographe dans laquelle il affirmait ne pouvoir rien faire contre les décisions du Père général des Dominicains ! On sait aujourd'hui que c'est Pie X lui-même qui non seulement avait pris en main l'affaire dès le commencement mais avait obligé les Dominicains à écarter le prince Max de l'Université de Fribourg.

Parmi les personnes qui défendirent le prince Max, il faut mentionner le nom de la marquise de Riencourt, cette Française catholique et monarchiste, « enfant de Marie », qui se considérait aussi comme une « émigrée volontaire » dans l'Orient orthodoxe. Elle s'était faite grecque et « athénienne », par amour de l'Orient, peut-être aussi par dépit d'une France trop laïque à son gré. Acquisée à l'idée de l'union, elle chercha toute sa vie à promouvoir une entente entre l'Orthodoxie grecque et l'Église catholique. Cette aristocrate éclairée avait une profonde connaissance de l'Église orthodoxe. Non seulement elle en connaissait les rites de l'intérieur, mais elle était bonne historienne et théologienne de surcroît. Giuseppe Croce nous remet en mémoire son œuvre assez méconnue. Elle publia en particulier des « Lettres sur la réunion des Églises » et un ouvrage bien pesé, qui étonne pour son époque et qu'on relit aujourd'hui avec intérêt, intitulé « Les deux navires » (il s'agit de la barque de Pierre et de celle de Jean). Ses jugements sont justes et perspicaces. Elle avait compris que les questions rituelles ne devaient pas masquer le fait des divergences au plan dogmatique et ecclésiologique et qu'il ne faut pas s'en tenir à une vision d'un pluralisme dans l'Église reposant sur la base des différences rituelles. Elle croyait que l'accord à réaliser pouvait et devait être trouvé à un niveau théologique. Elle connaissait depuis quelque temps le prince Max et elle tenta des démarches à Rome pour le défendre.

Les chapitres II, III et IV du deuxième tome de G. Croce exposent les réactions des Orientaux et celles de plusieurs collaborateurs de la revue *Roma e l'Oriente*. L'auteur s'attarde un peu sur le cas du prêtre français Jean-François Charon, devenu le Père Cyrille Korolevsky, figure haute en couleur mais non sans contradictions de l'activité « unioniste », à la fois romain ardent et pourfendeur passionné des latinisations des rites orientaux. Il évoque ses relations parfois tendues avec dom Lambert Beauduin et avec les moines d'Amay.

On ne saurait rendre compte ici de l'immense richesse de ces deux volumes, dont les jugements sont toujours judicieux et pertinents. Les notes en bas de page, plus qu'abondantes, reposent sur une documentation de premier ordre et redoublent l'intérêt de la lecture. A la fin du premier tome, on trouvera vingt-cinq pages de statistiques sur les monastères basilien d'Italie. Enfin, on peut lire en appendice au second tome le texte intégral de 291 documents, qui occupent 475 pages. L'auteur met ainsi à la disposition du lecteur un dossier historique exceptionnel : outre les pièces concernant la revue *Roma e l'Oriente*, un échange de correspondance entre les protagonistes du mouvement pour l'union des Églises, le Mémoire de Pellegrini à Rampolla, ainsi que les réactions des Universités et des services de la Curie romaine. On peut lire ainsi la lettre qu'adressa au prince Max la baronne d'Uexküll,

admiratrice des Orientaux arabes, qui lui reproche sa ferveur grecque, et bien d'autres documents utiles pour la compréhension de l'époque.

Cet épisode, qui fut révélateur des idées comme des lacunes de la conscience unioniste sous le pontificat du pape Pie X, si affligeant soit-il, met bien en lumière le cheminement qui a été parcouru depuis un siècle. Le prince Max de Saxe n'était pas seul à son époque à connaître les Orientaux et à penser comme il le fit. Mais il fut le seul à l'écrire. Il avait l'appui du métropolite Szeptyckij (bien que dans la biographie de ce dernier, rédigée par Cyrille Korolevsky cette relation soit entièrement passée sous silence). Il est vrai que le prince Max ne coordonnait pas ses initiatives avec qui que ce soit ni avec les autres spécialistes de l'Orient chrétien, ni surtout avec la Curie romaine. Ses voyages et ses contacts directs avec les représentants des différentes Églises n'avaient pas besoin d'appui. Son rang de prince royal lui ouvrait toutes les portes, et les personnes recherchées goûtaient sa conversation aimable et courageuse. On parlait avec admiration de lui tant à Etchmiadzin qu'à Constantinople. Il avait des rapports amicaux avec tous ceux qui voulaient le rapprochement avec les Églises d'Orient. Il vit avec sympathie la fondation du monastère d'Amay et y donna des conférences ; il salua la naissance de la communauté des moniales bénédictines de rite byzantin de Cureglia (Tessin). Il fut l'un des premiers à critiquer ouvertement la politique unioniste qui battait son plein à Rome.

Le prince Max a fait connaître le point de vue des Orientaux sur l'union en laissant de côté l'offensant grief de schisme. Il a voulu attaquer, selon l'expression de Giuseppe Croce, la « granitique ignorance » qui régnait alors chez les latins au sujet des orientaux, mais il ne parvint pas à modifier pour autant la « méfiance radicale » des orthodoxes à l'égard de l'Église romaine. Les préjugés réciproques étaient bien installés et encore trop puissants. L'illusion du prince Max fut peut-être d'avoir cru que la sincérité et la bonne foi pouvaient suffire à lever tous les obstacles.

Plus de quatre-vingts années ont passé depuis la publication de l'article du prince Max de Saxe, et la tempête effroyable qu'il a provoquée. Personne n'affirmera que les réflexions du prince dans son article résistent toutes à la critique historique ou à la réflexion théologique. Mais ses divers écrits au sujet des Églises d'Orient valent la peine d'être réexaminés aujourd'hui avec la plus grande attention et son attitude loyale et courageuse, en tous cas, mérite d'être donnée en exemple.